

LES MÉDIAS AFGHANS CINQ ANS APRÈS LA CHUTE DES TALIBANS : UNE SITUATION PRÉCAIRE

Emily Jacquard

Au cours du mois de juillet 2006, le président et la secrétaire générale de Reporters sans frontières Canada se sont rendus en Afghanistan pour rencontrer personnalités, institutions et acteurs des médias locaux ou internationaux. Cette mission a permis à l'organisation de défendre la liberté de la presse d'évaluer la situation des médias afghans cinq ans après la chute des talibans. Comment évoluent-ils, quels progrès ont été accomplis, quel est le degré de liberté et de sécurité ? Emily Jacquard rapporte ici les grandes observations tirées de ce voyage.

In July 2006, the president and the secretary general of Reporters Without Borders Canada visited Afghanistan to meet with local and international media personalities, institutions and stakeholders. The mission provided an opportunity for the organization, which is dedicated to defending press freedom, to assess the situation in the Afghan media five years after the fall of the Taliban. How is it evolving, what progress has been made, and how much freedom and safety does it now enjoy? Emily Jacquard reports here on what she learned on her trip.



Dès le début 2002 et le renversement du régime théocratique qui contrôlait toute parole publique, les médias afghans se sont développés à un rythme effréné aussi bien grâce à l'aide et aux encouragements de la communauté internationale, qui y voyait un outil essentiel de la modernisation et du développement du pays, que par le besoin et l'envie de s'exprimer après des années de conflits et d'oppression. Le cinquième anniversaire de la chute des talibans est l'occasion de dresser un nouveau bilan. Où en sont les médias afghans, comment évoluent-ils dans ce régime islamique qui bénéficie toujours de la présence des forces étrangères, quels sont leurs degrés de liberté et de sécurité ?

Dans le sillage de l'invasion américaine, près de 300 publications ont vu le jour, cinq ans après il en reste un peu moins d'une centaine. Ce chiffre est très élevé surtout quand on sait que la population afghane, forte de 25 à 28 millions de personnes, est à près de 80 p. 100 analphabète. La télévision, mais surtout la radio, qui ne nécessite pas d'électricité, restent donc les médias les plus populaires.

Il existe aujourd'hui en Afghanistan trois catégories de médias locaux, chacune tirant ses revenus de groupes intéressés. Il y a d'abord les médias gouvernementaux (radio, télé et journaux) qui sont tiraillés entre les différents pouvoirs en lutte au sein du jeune gouvernement afghan et l'incapacité d'aborder directement les carences affichées du régime (corruption en progression, pauvreté non endiguée, etc.). Il y a ensuite les médias liés à des groupes politiques (partis poli-

tiques, gouverneurs régionaux, chefs de clan, nouveaux empires économiques qui font des fortunes dans le nouvel Afghanistan, etc.) qui sont sans doute le meilleur révélateur de l'absence d'une vision commune du peuple afghan quant à son avenir. Il y a enfin les médias qui tirent leurs revenus de financements internationaux octroyés par des organisations non gouvernementales habituées à œuvrer auprès des médias, comme Internews, ou alors par des organismes politiquement plus engagés, comme l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) ou encore l'United States Agency for International Development (USAID).

Mais, quels qu'ils soient, ces médias subissent tous des pressions politiques.

Le gouvernement invoque régulièrement la sécurité nationale pour légitimer ses interventions auprès de la presse indépendante. Le 12 juin 2006, des responsables d'une dizaine de médias afghans, notamment *Kabul Weekly*, *Kilid*, *Sibat* ou *Tolo TV*, ont été convoqués par un officier des services secrets afghans (National Security Directorate-NSD), Hassan Fakhri, dans les locaux de la NSD, à Kaboul. Après des commentaires généraux sur le rôle des médias, Hassan Fakhri a distribué un document signé d'Amrullah Saleh, directeur des services secrets, qui liste une série d'interdits et de restrictions imposées aux professionnels de l'information. Les représentants des médias ont dénoncé ce document comme contraire à la Constitution et refusé de le



Courtoisie de l'auteur

Dès le renversement du régime des talibans qui contrôlait toute parole publique, les médias se sont développés à un rythme effréné en Afghanistan, écrit Emily Jacquard : près de 300 publications ont ainsi vu le jour ; 5 ans après, ce nombre a été réduit des deux-tiers. « Ce chiffre est très élevé surtout quand on sait que la population afghane, forte de 25 à 28 millions de personnes, est à près de 80 p. 100 analphabète. »

prendre. Face à cette décision, les services secrets ont distribué une nouvelle version de ce document, le 18 juin, dans les principales rédactions.

Ce texte, dont Reporters sans frontières a obtenu une copie, est un catalogue de sujets interdits et de restrictions imposées aux médias afghans — la presse internationale a pour sa part été totalement épargnée par cette tentative de contrôle — plus particulièrement sur la situation sécuritaire.

Tout d'abord, les médias se voyaient interdire de publier des « interviews ou des rapports (...) » s'opposant ou critiquant la présence en Afghanistan des forces de la Coalition internationale et de la FIAS, (la Force internationale d'assistance à la sécurité, dirigée par l'Otan et au sein de laquelle sont notamment intégrées les troupes canadiennes sta-

tionnées dans le sud du pays). Les autorités demandaient notamment aux journalistes de « ne pas interviewer ou filmer de talibans », de « ne pas lire de communiqués d'organisations armées », « ne pas démoraliser l'armée », « ne pas appeler les moudjahidin des chefs de guerre », ou encore de « ne pas publier de propos contraires à la politique étrangère du gouvernement ». En plus d'interdire, le document élaboré par les services secrets demandait la collaboration des médias pour « montrer le vrai visage des terroristes », « promouvoir l'esprit de résistance et la bravoure des forces armées dans la capitale et plus particulièrement dans les provinces frontalières ».

Devant la levée de bouclier de la presse locale, soutenue par la presse internationale présente en Afghanistan,

le gouvernement a reculé et abandonné le projet, mais non sans avoir montré qu'il n'a pas su résister à la tentation de censurer les mauvaises nouvelles quand la situation sécuritaire s'est sensiblement dégradée à partir de la fin 2005.

Malgré tout, jusqu'ici, le gouvernement s'était montré favorable à une presse libre et indépendante. L'Afghanistan est en effet un chef de file dans la région comparé au Pakistan ou à l'Iran. La loi sur les médias du 15 février 2002, récemment réactualisée, offre une garantie de liberté convenable. Par exemple, cette loi ne stipule aucune condition préalable à l'ouverture d'un média.

Le ministre de l'Information rencontré par la délégation de Reporters sans frontières a affirmé qu'il se voulait plus enclin au dialogue qu'à la représ-

sion. Il est très optimiste quant à l'état de la liberté de la presse en Afghanistan et selon lui il ne pourrait y avoir de retour en arrière. Il a assuré à RSF que tant qu'il serait à son poste, des documents comme les « 24 points » ne reviendraient pas.

Cependant, les choses évoluent très vite en Afghanistan et la proposition en juillet 2006 du gouvernement Karzai de recréer un département du vice et de la vertu, dont le nom a été repris du tristement célèbre ministère taliban chargé de faire appliquer la charia dans toute sa rigueur, inquiète tous les défenseurs des droits humains et de la liberté d'expression.

De plus, plusieurs sujets restent tabous : la religion, la drogue, les chefs de guerre, et si certains journalistes n'ont pas peur de dénoncer la corruption au risque de leur sécurité, d'autres adoptent plutôt l'autocensure. La pression de certains membres du gouvernement et des anciens « War Lords » maintenant intégrés dans le processus démocratique est souvent très forte. D'ailleurs, des journalistes couvrant les débats de l'assemblée ont été victimes d'agressions physiques par des parlementaires. Ainsi, le 7 mai 2006, Omid Yakmanish, cameraman de la chaîne *Tolo TV*, a été blessé par deux députés. Seulement quelques jours plus tard, trois journalistes de la chaîne *Ayna TV* ont été blessés par des agents de sécurité alors qu'ils se rendaient au Parlement pour couvrir la sélection des candidats à la présidence de la Cour suprême.

La situation est particulièrement risquée en province. À Kandahar notamment, où les forces de l'OTAN rencontrent de graves difficultés à repousser les talibans. Certes, les journalistes locaux et étrangers font face au même problème. Les autorités locales ne sont pas habituées à la liberté de la presse et les forces internationales sur le terrain n'ont pas toujours de bonnes relations avec les médias. Mais contrairement aux

médias étrangers, les professionnels des médias afghans n'ont pas les moyens de s'offrir une formation en terrain de guerre alors qu'ils évoluent dans une zone particulièrement hostile et ils ne disposent pas des protections élémentaires (casques, gilets pare-balles, etc.).

Dans ce climat d'insécurité permanente, les ONG de reconstruction des médias sur place et le dynamisme de journalistes afghans ont pourtant permis d'obtenir des résultats significatifs. Le groupe de presse indépendant Killid en est un des exemples les plus frappants. Créé en 2002, ce groupe dirigé par la journaliste Najiba Ayubi dispose maintenant

Cependant, les choses évoluent très vite en Afghanistan et la proposition en juillet 2006 du gouvernement Karzai de recréer un département du vice et de la vertu, dont le nom a été repris du tristement célèbre ministère taliban chargé de faire appliquer la Charia dans toute sa rigueur, inquiète tous les défenseurs des droits humains et de la liberté d'expression. De plus, plusieurs sujets restent tabous : la religion, la drogue, les chefs de guerre, et si certains journalistes n'ont pas peur de dénoncer la corruption au risque de leur sécurité, d'autres adoptent plutôt l'autocensure.

de deux radios qui diffusent à travers les différentes provinces du pays et de deux magazines dont l'un des premiers magazines féminins afghans. L'ONG Aina a elle aussi accompli un travail remarquable. Ce centre de formation multimédia a formé plusieurs centaines de journalistes. Elle a en 2003 créée la première radio communautaire dirigée par des femmes "Voice of women". Et depuis la chute des talibans, les journalistes se permettent de traiter des sujets délicats comme la corruption ou encore la sexualité.


Ceci dit, les années de muselage de la presse expliquent que les médias afghans ont encore beaucoup de travail à faire pour parvenir à une presse

de qualité. Il n'est pas rare que les journalistes ne respectent pas les règles élémentaires d'éthique et de déontologie et éprouvent des difficultés à prendre du recul par rapport à leur obéissance politique ou leur origine ethnique. Dans ce pays ravagé par des années de guerre civile, il est beaucoup question des droits des journalistes mais très peu de leurs responsabilités.

La nouvelle est rarement vérifiée et on se contente souvent de la rumeur. Comme ailleurs, le sensationnalisme est aussi l'occasion d'attirer des lecteurs. Un accident provoqué par les forces américaines le 29 mai 2006, dans un quartier populaire de Kaboul, en est un exemple flagrant. Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort dans l'accident et au cours des émeutes qui ont suivi alors que certains médias ont très vite fait état de près de 80 victimes.

Selon Ahmad Nader Nadery, responsable de la commission indépendante afghane des droits humains, le problème est souvent que les journalistes critiquent de manière exclusivement négative, ce qui engendre un manque de confiance de la population face au processus démocratique. Au nom de l'intérêt national et pour éviter le retour au chaos, les médias devraient selon lui faire preuve de plus de responsabilité. Il

estime que le manque de limites et de déontologie de certains journalistes pourrait se retourner contre eux et offrir une opportunité à la mise en place, via diverses organes, de restrictions qui feraient régresser la liberté de la presse. M. Nadery a cité l'exemple de TOLO TV. Si cette chaîne, tenue par un Australien d'origine afghane, Said Moschini, est pour certains le symbole de la liberté de la presse en Afghanistan, pour d'autres, elle risque de faire le jeu des conservateurs parce qu'elle ne tient pas compte de la culture et des mentalités, encore très conservatrice non seulement dans les campagnes mais également parmi une

A dramatic landscape photograph of a snowy mountain range. In the foreground, a dark, jagged rock face is partially covered in snow. A climber in dark gear is silhouetted against the sky as they ascend the rock. A rope is visible extending from the climber down towards the bottom left. In the background, a large, snow-covered mountain peak rises against a pale, overcast sky. In the bottom right corner, a high-speed train is visible on a track, moving through a valley. The overall scene conveys a sense of adventure and achievement in a rugged, high-altitude environment.

« C'est mon train. »

Des milliers de
Canadiens sont
derrière les projets
de Bombardier.
Ils révolutionnent les
moyens de transport
du monde entier.
Et ils en sont fiers.

BOMBARDIER

large partie de la population dans les grandes villes, en imposant un contenu occidental et occidentalisé. Les avis sont donc partagés.

Les ONG de développement des médias, après leur première étape de formation, passent actuellement à la deuxième étape : le management. Il faut apprendre aux responsables des médias à devenir autosuffisants sans l'aide de la communauté internationale qui s'amenuise de jour en jour. Il leur faudrait pour cela mettre leurs forces en commun.

À l'instar de la société dans son ensemble, les médias afghans manquent beaucoup d'unité et sont très disparates. Il n'existe pas de journal national et pour le moment il n'existe aucune coordination entre les différents médias. Tout se fait au niveau local et chacun veut tirer la couverture à soi. Il n'est pas rare que les responsables des institutions médiatiques personnalisent leur activité en fonction de leur propre agenda personnel et politique au détriment du bon fonctionnement de l'organisation qu'ils président.

Beaucoup parlent de la nécessité de la création d'un organe rassembleur comme un Club de presse national par exemple. Ce club de presse permettrait aux professionnels des médias de se réunir et de débattre des problèmes et des difficultés qu'ils rencontrent.

La communauté internationale a porté une attention toute particulière à l'intégration des femmes afghanes dans le processus de développement des médias. Selon la docteure Nilab Mobarez, ancienne candidate à la vice-présidence afghane, l'intégration des femmes s'est faite relativement sans encombre. En dépit du fait que la condition féminine soit particulièrement dramatique en Afghanistan, il semblerait que, lorsque qu'une femme atteint un certain statut, de journaliste, ou de

politicienne, elle est protégée par sa fonction et n'est plus seulement défini par son statut de femme.

Par ailleurs, la radio a été un outil extraordinaire pour les droits de la femme. Elles peuvent enfin prendre la parole. La radio « Voice of Women » a été créée en 2003 avec l'aide de l'ONG Aina

Face à ces défis, la communauté internationale doit impérativement prendre conscience que la construction d'une paix durable passe par le soutien et la protection d'une presse libre et indépendante. La recrudescence des violences à l'encontre des professionnels des médias comme l'assassinat de deux reporters allemands en octobre ou encore l'enlèvement du journaliste italien Gabriele Torsello, récemment libéré, montrent que les problèmes d'insécurité persistent. La communauté internationale doit s'assurer que ces violences isolées ne se transforment pas en violence ciblée à l'encontre des journalistes comme c'est le cas en Irak.

et elle est complètement gérée par des femmes. Avec ses 11 heures de programmation quotidienne et ses 22 salariées, cette radio a pour principaux objectifs de faire pression sur le gouvernement pour les droits des femmes et d'éducation populaire sur des problèmes tels que la violence domestique ou même la sexualité. Les pays voisins sont intéressés à instaurer le même programme.

Mais sa directrice, Jamila Mujahed, aussi fondatrice du premier magazine féminin, *Malalai*, qui, jusque-là, était très confiante, se montre maintenant beaucoup plus pessimiste. D'une part, à cause de la pression des conservateurs, notamment dans les régions, et d'autre part devant le manque de soutien de la part de la communauté internationale.

Lors de sa mission, RSF a pu longuement s'entretenir avec les deux premières femmes « camerawomen » afghanes formées par l'ONG Aina. Elles ont expliqué que leur situation s'était passablement détériorée depuis la sortie de deux documentaires en 2003 qui dénoncent le sort des femmes dans la société afghane. Mehria Azizi et Mary Ayubi et leur famille sont depuis quelque temps victimes de menaces et d'agressions qui les empêchent d'exercer librement leur métier.

À tous ces obstacles s'ajoute le risque d'une crise financière dans la perspective du départ de la communauté internationale à moyen terme et compte tenu de la fragilité économique du pays, le quatrième plus pauvre au monde. Or, pour avoir une presse libre, il faut également une liberté économique. Comment

être rentable dans un marché quasiment inexistant où les annonces commerciales sont très rares ?

La même question revient comme un leitmotiv : comment les Afghans peuvent-ils devenir auto-suffisants après le départ de l'aide internationale qui se tourne déjà vers d'autres priorités ? De leur capacité à devenir indépendants financièrement dépendra la consolidation de la liberté de la presse acquise ces cinq dernières années.

Face à ces défis, la communauté internationale doit impérativement prendre conscience que la construction d'une paix durable passe par le soutien et la protection d'une presse libre et indépendante. La recrudescence des violences à l'encontre des professionnels des médias, telles que l'assassinat de deux reporters allemands en octobre ou encore l'enlèvement du journaliste italien Gabriele Torsello, récemment libéré, montre que les problèmes d'insécurité persistent. La communauté internationale doit s'assurer que ces violences isolées ne se transforment pas en violence ciblée à l'encontre des journalistes comme c'est le cas en Irak.

Emily Jacquard est secrétaire générale de Reporters sans frontières Canada.